

# *JOURNAL*

*Les élections régionales et cantonales  
de mars 1992*

## *La défaite des socialistes et l'insatisfaction des électeurs*

JÉRÔME JAFFRÉ

Pour les observateurs, les élections régionales et cantonales de mars 1992 présentaient un triple intérêt. Elles étaient tout d'abord les premières consultations organisées depuis les Européennes de 1989 qui avaient marqué la fin des scrutins en cascade d'avril 1988 à juin 1989. Elles constituaient en second lieu l'ultime répétition avant les législatives de mars 1993, véritable instrument de mesure des rapports de forces à douze mois d'une échéance décisive. Enfin, elles offraient un champ d'expérience unique : les élections régionales et cantonales sont désormais organisées simultanément, mais dans cette période de transition les cantons restent renouvelables par moitié ; deux territoires différents et hors de toute logique : le canton pour l'élection départementale et le département pour l'élection régionale... ; deux modes de scrutin : de liste départemental à un tour pour les régionales, uninominal majoritaire à deux tours pour les cantonales. Tout cela ne facilite pas la relation des électeurs à la politique mais fait la joie de l'analyste.

Malgré ces différences, les deux scrutins ont donné des indications assez convergentes (tableau 1) : l'affaiblissement spectaculaire de la gauche et du Parti socialiste, l'absence de remontée du Parti communiste, la progression du courant écologiste, l'affermissement du Front national et la stagnation du RPR et de l'UDF.

Preuve de cette similitude : si l'on examine les résultats des régionales

TABLEAU 1. — *Les résultats des élections régionales et cantonales en France métropolitaine*

	LES RÉGIONALES	LES CANTONALES
<i>(en % aux inscrits)</i>		
- Abstention .....	31,3	29,8
- Blancs et nuls .....	3,3	3,4
<i>(en % aux suffrages exprimés)</i>		
- Parti communiste .....	8,0	9,5
- Extrême-gauche .....	1,2	0,9
- Parti socialiste .....	18,3	19,0
- Divers gauche .....	2,1	4,9
<b>TOTAL GAUCHE .....</b>	<b>29,6</b>	<b>34,3</b>
- Génération Écologie .....	7,0	2,0
- Verts-Ecologie .....	7,2	8,0
- Autres écologistes .....	0,5	-
- Classe, Pêche .....	3,9	-
- Régionalistes .....	0,4	0,3
<b>TOTAL HORS GAUCHE/DROITE .....</b>	<b>19,0</b>	<b>10,3</b>
- U.P.F. ....	33,0	29,4
- Divers droite .....	4,2	13,5
- Front national et divers extrême-droite .....	14,1	12,5
<b>TOTAL DROITE .....</b>	<b>51,3</b>	<b>55,4</b>

dans la partie couplée avec les cantonales et dans la partie découplée, les différences par forces politiques atteignent au maximum un point. Ainsi, la gauche recueille-t-elle 30,1 % des suffrages exprimés dans la série couplée contre 29,3 % dans la série découplée, les droites respectivement 51,3 % et 52,2 %. Les hors gauche/droite, enfin, ne souffrent pas du tout de la simultanéité, avec 18,6 % contre 18,5 %<sup>1</sup>.

LES ÉLÉMENTS DE BOULEVERSEMENT SONT TOUJOURS A L'ŒUVRE

### *L'insatisfaction à l'égard des partis traditionnels*

Les éléments de bouleversement du système de partis et des comportements électoraux que j'avais analysés à l'occasion des scrutins de 1989

1. Ces indications issues d'un fichier constitué au niveau du canton sont légèrement différentes des résultats qui figurent au tableau 1 issus d'un autre fichier constitué au niveau du département.

sont toujours à l'œuvre<sup>1</sup>. Les consultations de mars 1992 accentuent la chute d'audience des partis de Gouvernement.

C'est cependant de très loin le Parti socialiste qui subit le plus grave échec, pire même que celui qu'il connut aux Européennes de 1984 au plus bas moment du premier septennat de François Mitterrand. Il s'agit d'abord d'un vote-sanction contre le Gouvernement d'Edith Cresson. Ainsi, parmi les votants, 57 % ont voulu exprimer leur mécontentement à son égard, 19 % leur soutien, 20 % ni l'un, ni l'autre. A titre de comparaison, aux Européennes de 1984, le Gouvernement de Pierre Mauroy en fin de course ne suscitait que 41 % de vote-sanction. La volonté d'exprimer son mécontentement domine parmi les électeurs communistes : 64 % contre 13 % en 1984, avec il est vrai à cette époque des communistes encore ministres, et parmi les électeurs de Génération Ecologie (63 %), davantage que chez les Verts (48 %). Dans les vingt départements où la liste socialiste est conduite par une personnalité dominante, le recul par rapport aux précédentes régionales est de 10,9 points quand celle-ci est Ministre, de 4,4 points quand elle a la chance de ne pas exercer de responsabilités gouvernementales. Dans leurs cantons, les numéros 1 et 2 du Gouvernement évitent de justesse la défaite au soir du second tour : à Châtelleraut-Ouest, Edith Cresson recueille 51,4 % des voix au lieu de 56,7 % sept ans plus tôt, à Cintegabelle, Lionel Jospin obtient 51 % des voix dans un canton qui donnait en 1985 71 % à la gauche.

Pour autant, le RPR et l'UDF ne suscitent aucune dynamique électorale. Dans la période 1984-1986, ils obtenaient environ 43 % des suffrages exprimés, en 1988-1989 entre 36 et 38 %, en 1992 ils totalisent 33 % des suffrages. Aux élections cantonales, si on agrège les candidats divers droite dans les cantons d'où sont absents l'UDF et le RPR, le score est de 38 %. La dimension majoritaire et l'implantation des notables corrigent quelque peu les effets de la proportionnelle, mais les évolutions sont les mêmes : calculé à l'identique, le score de référence en 1985 est de 44 %. L'UPF perd un terrain considérable dans des catégories qui lui étaient traditionnellement favorables : les cadres supérieurs (56 % des voix en 1986, 33 % en 1992), les catholiques pratiquants réguliers (de 70 % à 49 %) et les personnes âgées de plus de 65 ans (de 56 % à 38 %). Faiblesse constante de la droite modérée depuis le début des années 80 : elle attire peu d'électeurs nouveaux. Parmi les électeurs socialistes de juin 1988 qui changent leur vote, seuls 10 % votent pour l'UPF. Les trois quarts de ses électeurs de 1992 votaient déjà pour l'URC au premier tour des législatives de 1988, le plus faible taux de renouvellement juste après le Parti socialiste en pleine déroute.

De cette situation découle trois conséquences pour le jeu politique :

*La chute des partis de gouvernement se confirme et s'amplifie.* — Le PS et l'UPF ne rallient les suffrages que d'un votant sur deux, un inscrit sur trois. Il

1. Voir Jérôme Jaffré, *Après les Municipales et les Européennes, le nouveau décor électoral*, *Pouvoirs*, n° 55, 1990.

y a dix ans, ils recueillaient ensemble 80 % des suffrages exprimés, il y a cinq ans 75 %, il y a trois ans 60 %, aujourd'hui 51 %. Certes, élections à la fois intermédiaires et proportionnelles, les régionales favorisaient ce type de comportement, mais il s'agit d'une tendance lourde. Elle atteint d'ailleurs son paroxysme parmi les plus jeunes électeurs. Selon le sondage postélectoral de la SOFRES, 68 % des 18-24 ans n'ont voté ni pour le PS, ni pour l'UPF. Même les cadres et professions intellectuelles n'échappent pas au phénomène : 51 % d'entre eux ont adopté le même comportement. Aux élections cantonales, les statistiques sont plus flatteuses : le RPR et l'UDF avec les divers droite qu'ils soutiennent et le Parti socialiste avec les divers gauche qu'il investit frôlent les 60 % des voix. Le scrutin majoritaire et ses phénomènes de notabilisation sont plus cléments aux grands partis, mais les tendances restent les mêmes : en 1985, le même calcul accordait plus de 70 % aux trois formations.

*La fin des partis surpuissants.* — Dans ce nouveau système, aucun parti ne dépasse vraiment à lui seul 20 % des suffrages exprimés. Il est loin le temps où le PS se fixait l'objectif des 40 %, et le médiocre capital UPF de 33 % se divise en deux formations. Certes, avec le Front national, la droite dépasse la majorité absolue des suffrages exprimés, mais c'est le cas dans tous les premiers tours de scrutin depuis dix ans, ce qui n'a pas empêché l'UDF et le RPR de connaître huit années d'opposition. La gauche s'est effondrée, passant en dessous de la barre des 30 %, le plus mauvais score de son histoire. Pour tous ceux qui réclament la confiance des électeurs, l'époque n'est pas au triomphalisme.

*La crise de la politique n'a pas miraculeusement disparu* malgré le haut niveau de participation, d'autant plus surprenant qu'il n'était pas annoncé par les sondages. La crise n'est pas synonyme de baisse de la politisation ou de chute obligée de la participation. Elle réside dans les sentiments critiques à l'égard des partis qui continuent d'animer les votants jusque dans l'isolement, la faiblesse de leur intérêt pour la campagne électorale, la dissociation entre un vote d'opinion et un vote de décision caractérisée par la chute des grands partis. 57 % des électeurs socialistes, oui socialistes, ne souhaitent-ils pas que « les socialistes au pouvoir reçoivent un avertissement » ? Et 55 % des électeurs UPF interrogés dans l'entre-deux-tours pensent que le scrutin régional traduit un vote de défiance envers les grands partis, y compris donc le leur, plutôt qu'un vote de défiance envers les socialistes (40 %).

Il reste que le haut niveau de participation a tué dans l'œuf le débat sur l'abstentionnisme différentiel. Les socialistes ne peuvent plus trouver dans la forte démobilisation l'excuse de leur échec massif. A l'examen, il existe cependant une légère surmobilisation de la droite. Si l'on recalcule les résultats des régionales en faisant l'hypothèse d'une participation égale des électorsats présidentiels de 1988, le Parti socialiste se hisse à 19,6 % des voix (au lieu de 18,3 %), la gauche à 31 % (au lieu de 29,6 %) et l'UPF baisse à 32 % (au lieu de 33 %). Une légère correction des résultats mais aucun bouleversement.

*Le refus du moule électoral*

A cette crise des partis s'ajoute une remise en cause des comportements électoraux traditionnels. D'un scrutin à l'autre, un grand nombre d'électeurs modifient leur vote ou envisagent de le faire. Entre les législatives de 1988 et les régionales de 1992, 52 % des électeurs n'ont pas voté pour le même parti. Entre le vote aux régionales et les intentions de vote législatives, 25 % des électeurs modifieraient leur vote ; en cas de présidentielle, le taux de mobilité atteindrait 40 % de l'électorat. Cette variation des comportements apparaît nettement entre les cantonales et les régionales malgré l'apparente similitude des résultats. Selon le sondage postélectoral de la SOFRES, 30 % des électeurs ont modifié leur vote entre les deux consultations. La différence s'explique en grande partie par la notabilisation de l'élection cantonale. Dans les cantons où le communiste est sortant, le PC recueille 23,8 % aux régionales et 31,9 % aux cantonales. Dans les cantons socialistes, le score du PS passe de 25,2 % à 35 %. En terre giscardio-léotardienne, le score UDF passe de 37,1 % à 48,3 % ; enfin en zone RPR, le score du mouvement gaulliste passe de 38 % à 48 %. Quelques exemples parmi les plus spectaculaires permettent de mieux apprécier ces différences (tableau 2). Dans le canton de Nontron (Dordogne), le conseiller général communiste sortant obtient 56,9 % aux cantonales, la liste communiste des régionales 32,5 % — une différence de 1 254 voix sur 5 800 suffrages exprimés. A Cazerès (Haute-Garonne), le

TABLEAU 2. — *L'autonomie des votes aux cantonales et aux régionales*

(Résultats en voix)	CANTON P.C. NONTRON (24)		CANTON P.S. CAZERES (31)		CANTON R.F.R. LE BOURG D'OISANS (38)	
	Cantonales	Régionales	Cantonales	Régionales	Cantonales	Régionales
- Parti communiste .....	3119	1865	389	402	399	217
- Extrême-gauche .....				88		45
- Parti socialiste .....	455	1006	2840	1477	946	730
- Divers gauche .....	258					
- Génération Ecologie .....	192	222				389
- Verts-Ecologie .....		116	311	289		198
- Chasse, Pêche .....		405		626		511
- U.P.F. ....	1585	1808		1966	3106	1677
- Divers droite .....			1928	466		474
- Front national .....	223	317	292	369	501	710
<b>TOTAL SUFFRAGES EXPRIMÉS</b>	<b>5632</b>	<b>5739</b>	<b>5760</b>	<b>5683</b>	<b>4952</b>	<b>4951</b>

TABLEAU 3. — Les deux électorats écologistes

	Génération Ecologie	Verts Ecologie	
	100 %	100 %	
<b>SEXE</b>			<b>CLASSEMENT SUR L'AXE GAUCHE</b>
- Homme .....	36	46	- Extrême-gauche .....
- Femme .....	64	54	- Gauche .....
<b>AGE</b>			- Centre .....
- 18 - 24 ans .....	18	30	- Droite .....
- 25 - 34 ans .....	28	16	- Extrême-droite .....
- 35 - 49 ans .....	29	33	- Sans réponse .....
- 50 - 64 ans .....	16	13	<b>PRÉFÉRENCE PARTISANE</b>
- 65 ans et plus .....	9	8	- Parti communiste .....
<b>PROFESSION DU CHEF DE MÉNAGE</b>			- Extrême-gauche .....
- Agriculteur .....	3	5	- Parti socialiste, M.R.G. ....
- Artisan, commerçant, industriel .....	3	4	- Ecologiste .....
- Cadre, profession intellectuelle supérieure .....	20	10	- U.D.F. ....
- Profession intermédiaire .....	29	27	- R.P.R. ....
- Employé .....	14	17	- Front national .....
- Ouvrier .....	15	20	- Sans préférence partisane .....
- Inactif, retraité .....	16	17	<b>VOTE AU 1ER TOUR DE LA PRÉSIDENTIELLE</b>
<b>NIVEAU DE DIPLÔMES</b>			- A. Lajoinie .....
- Sans diplôme .....	8	8	- Extrême-gauche .....
- Certificat d'études .....	11	15	- F. Mitterrand .....
- BEPC, CAP, BEP .....	22	41	- A. Waechter .....
- Baccalauréat .....	14	10	- R. Barre .....
- Enseignement supérieur .....	45	26	- J. Chirac .....
			- J-M Le Pen .....
			- Abstention, trop jeune pour voter .....

Source : Sondage postélectoral SOFRES réalisé les 25 et 26 mars 1992 pour TF1, F  
tillon national de 1 500 électeurs.

score socialiste passe de 49,3 % à 26 % — une différence de 1 363 voix sur 5 700. Enfin, au Bourg-d'Oisans (Isère), le score UPF passe de 62,7 % à 33,9 %, la différence étant de 1 429 voix sur 5 000. Certes, les variations de l'offre électorale avec un choix plus large aux régionales rendent partiellement compte de ces mouvements, mais il y a bien une autonomie des comportements électoraux.

Les enseignements traditionnels de la sociologie se sont eux aussi affadis. La gauche est désormais plus forte chez les plus de 65 ans (35 % des voix) que chez les 18-24 ans (26 %) ! Elle obtient pratiquement le même score chez les hommes (30 %) que chez les femmes (29 %), chez les employés (27 %) que chez les cadres supérieurs (26 %). Entre 1986 et 1992, la droite progresse parmi les professions intermédiaires, se maintient parmi les salariés, les ouvriers, les sans religion, les personnes d'instruction primaire, mais elle recule fortement dans ses catégories de prédilection : parmi les travailleurs à leur compte, les cadres, les catholiques pratiquants réguliers et les personnes d'instruction supérieure. S'ils n'ont certes pas disparu, les déterminants sociologiques du vote ont fortement reculé, comme le montre la réduction de l'impact des critères combinés. En 1986, les catholiques pratiquants réguliers âgés de plus de 65 ans votaient pour la coalition RPR-UDF à 87 %, en 1992 à 59 %. Il y a six ans, les ouvriers sans religion votaient à gauche à 72 %, en 1992 à 48 %.

#### 1992 N'EST PAS UN SCRUTIN DE RÉALIGNEMENT

Malgré la persistance de ces bouleversements, les élections de mars 1992 modifient moins le paysage politique que ne l'avaient fait les Européennes de 1989. Il y a trois ans en effet, la gauche était brutalement passée de 49,2 % des suffrages exprimés aux législatives de 1988 à 33,8 %, le Parti socialiste de 37,7 % à 23,6 % et les écologistes de 0,4 % à 10,7 %. En 1992, les évolutions sont simplement accentuées, devenant ainsi des tendances lourdes : la gauche recule de 33,8 % à 29,6 %, le PS de 23,6 % à 18,3 %, les écologistes progressant quant à eux de 10,7 % à 14,7 %. Signe de cette absence de réalignement politique : la défaite socialiste et la stagnation de l'UPF ne transforment pas les autres forces politiques — écologistes, Front national et Parti communiste — en triomphateurs de la consultation.

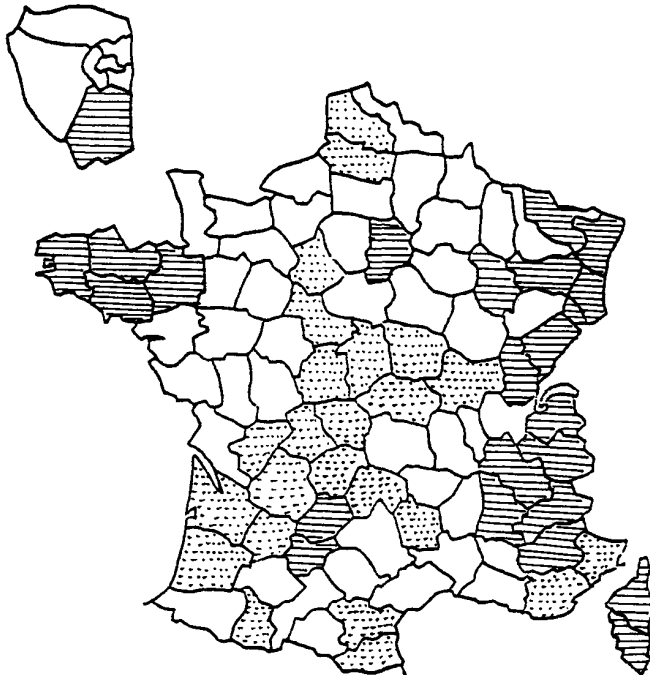
#### *Percée et limites des écologistes*

Certes, la montée des écologistes traduit une dynamique électorale en leur faveur. Mais il y a désormais en leur sein deux courants d'égale puissance : les Verts d'Antoine Waechter (7,2 % selon nos calculs) et Génération Ecologie de Brice Lalonde (7 %). Longtemps frères jumeaux dans les sondages, les deux électorats se sont finalement distingués dans les urnes (tableau 3 ci-contre). A l'examen, les Verts apparaissent plus proches de

l'écologie traditionnelle. Ils forment un électorat plus jeune, plus populaire, moins cultivé, plus détaché des clivages classiques mais aussi, par l'existence même de son concurrent, quelque peu rejeté vers la droite : parmi les électeurs Verts, la cote de souhait d'avenir de Jacques Chirac est de 41 % contre 16 % à Génération Ecologie, les formules gouvernementales d'association avec la droite recueillent 39 % des réponses contre 20 % dans l'autre composante. De son côté, l'électorat de GE apparaît plus intégré au système politique, plus aisé socialement, mieux implanté en zone urbaine. S'il est plus proche des socialistes, il est également plus sévère avec eux : la cote de confiance de François Mitterrand est plus faible parmi les électeurs de GE (36 % contre 63 % de défiance) que parmi les électeurs Verts (40 % contre 57 %). De fait, Génération Ecologie n'apparaît pas comme un vote de circonstance qui s'opposerait au vote « fondamentaliste » des Verts. En cas d'élections législatives, selon le sondage postélectoral de la SOFRES, 52 % des électeurs de GE maintiendraient

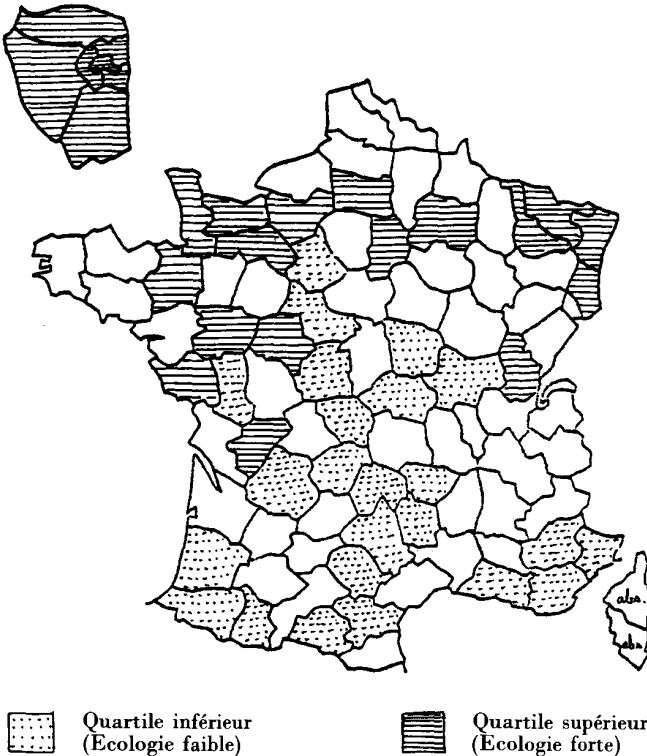
CARTES 1 et 2. — Le bouleversement du vote écologiste  
entre 1989 et 1992

Les Européennes de 1989





Les Régionales de 1992



leur vote écologiste contre 56 % des Verts, en cas de présidentielle avec Michel Rocard les pourcentages sont de 39 % dans les deux électorats. Si l'écologie politique recule dans les échéances décisives, il est probable que ce sera au détriment des deux courants à la fois.

Déjà, le succès écologiste de mars 1992 cache bien des fragilités. En premier lieu, cette avancée ne s'inscrit pas dans son implantation électorale traditionnelle. Parmi les électeurs des Européennes de 1989 qui sont allés aux urnes, seulement 50 % des électeurs de la liste Waechter ont voté pour l'une ou l'autre composante, soit une fidélité bien moindre que celle des électeurs du Front national (85 %), du Parti communiste (76 %), de l'UPF reconstituée (72 %) et même inférieure à celle des socialistes si ébranlés (60 %). Le coefficient de corrélation du vote écologiste calculé par département est le plus faible de la décennie (0,57), alors qu'entre les Européennes et la Présidentielle il atteignait 0,77 malgré le triplement de

son influence électorale. Le phénomène fait apparaître une véritable destructuration de l'implantation écologiste (voir cartes). Traditionnellement, l'écologie épousait plutôt la France de l'Est, désormais elle correspond davantage à la France du Nord. Des zones d'ancienne implantation comme Rhône-Alpes ou de percée récente comme la Bretagne se révèlent soudain moins favorables. En revanche, l'écologie politique fait un bond en Basse-Normandie qui entre 1989 et 1992 passe du sixième au premier rang, et en Ile-de-France où du huitième rang il y a trois ans, elle accède au troisième.

En second lieu, la division du mouvement écologiste réduit sa puissance politique. Les deux composantes totalisent avec les petites listes marginales près de 15 % des voix mais elles ne représentent chacune que 7 % des suffrages. La vérité est que des listes communes ou uniques seraient loin d'atteindre les mêmes scores. Quand aux régionales GE et les Verts sont simultanément présents, ils obtiennent 15,3 % des voix, quand ils ont réussi à s'unir le courant ne pèse plus que 11,2 %. L'examen des cantonales conduit exactement aux mêmes résultats, qu'il s'agisse d'un candidat unique Verts ou GE. Au surplus, si le courant pèse 15 % des voix, il n'atteint pratiquement jamais le seuil qui en scrutin majoritaire lui permettrait d'entrevoir la victoire. Aux élections cantonales, les candidats de GE ne dépassent 20 % des voix que dans six cantons sur les 334 où ils se présentent, les Verts dans 20 cantons sur 1 361. Si l'on additionne les voix écologistes, le mouvement ne dépasse les 25 % des suffrages exprimés que dans sept cantons sur 1 432 ! L'écologie est davantage un courant d'opinion qu'une véritable force électorale.

### *Puissance et rejet du Front national*

Pour le Front national, les résultats sont à la fois positifs et décevants. Le mouvement de Jean-Marie Le Pen réussit à approcher dans les scrutins locaux ses meilleures performances électorales. Alors qu'il avait obtenu moins de 10 % des suffrages exprimés aux régionales de 1986, le voici à 14 % six ans plus tard et 12,2 % aux cantonales, scrutin théoriquement le plus difficile pour lui. A la différence des écologistes et malgré l'apport constant à chaque scrutin de nouveaux électeurs, il reste remarquablement structuré : le coefficient de corrélation est de 0,95 avec les Européennes de 1989 et 0,93 avec les Régionales de 1986. Parallèlement, il réussit son élargissement sociologique. A l'égard du Front national, j'avais coutume de souligner la triple résistance des femmes, des personnes d'instruction supérieure et des catholiques pratiquants réguliers. Le propos n'a plus cours : le FN obtient en effet 13 % des suffrages féminins (15 % parmi les hommes), 11 % des voix parmi les personnes d'instruction supérieure (12 % en niveau primaire), 16 % parmi les catholiques pratiquants réguliers (8 % chez les sans religion). Parmi les 18-24 ans, il se classe premier parti si l'on distingue GE et les Verts, avec 19 % des voix contre 17 % à l'UPF et 15 % au Parti socialiste.

Le Front national connaît cependant des limites et des déceptions — et pas seulement à cause des rodomontades de son chef qui promettait 20 % des voix au plan national et 40 % dans les Alpes-Maritimes. Dans un scrutin idéal pour lui, le Front national a en réalité marqué ses limites et subi le rejet de la grande majorité des électeurs. Ainsi, tout en progressant entre les cantonales de 1985 et celles de 1992, le mouvement ne parvient à dépasser 30 % des suffrages exprimés que dans six cantons en tout et pour tout, le même nombre exactement qu'il y a sept ans. Médiocre progression : il n'est au-dessus des 20 % que dans 6,5 % des cantons où il se présente au lieu de 4,1 en 1985. Il ne devance les candidats de la droite modérée que dans 64 cantons sur les 1 866 où un candidat porte ses couleurs. Si l'on osait, on parlerait à son égard de seuil de tolérance... Il y a même une inéligibilité de fait en scrutin majoritaire puisqu'à l'issue du second tour le FN ne compte qu'un seul élu, comme aux cantonales de 1985, comme aux législatives de 1988. Malgré l'anti-socialisme dominant de ces élections, une large partie des électeurs de la droite modérée a préféré en cas de duel FN/PS reporter ses voix sur le candidat socialiste plutôt que sur le frontiste. Dans les duels PS et assimilés/Droite modérée, le total des voix de droite passe de 50,4 % au premier tour à 54,1 au second (+ 3,7 points) ; en revanche dans les duels FN-PS, il recule de 43,5 % à 34,6 % (— 8,9 points). En cas de triangulaire avec le PS et la droite modérée, là où le FN avait devancé au premier tour les candidats UPF ou divers droite et pouvait espérer bénéficier d'un effet de légitimité comme candidat de droite le mieux placé, il ne parvient à améliorer son score que de 2,8 points, à peine 10 % du potentiel théorique de l'UPF et des divers droite.

Le deuxième tour des cantonales illustre bien la puissance du Front national et ses limites. Sa capacité de nuisance s'y est révélée beaucoup plus faible qu'il ne l'espérait. Déjà entre les deux tours il n'avait pu empêcher la réélection sans ses voix des candidats UPF aux présidences des conseils régionaux, y compris Jacques Blanc et Jean-Claude Gaudin dont il avait juré la perte. Cependant, le 29 mars dans les triangulaires auxquelles il participe, il réussit à conserver presque intacte son influence électorale du premier tour en perdant moins d'un point (tableau 4). Il réussit dans des conditions difficiles la fidélisation de son électorat, bénéficiant de la réduction du « vote utile » et de l'affaiblissement des règles de la bipolarité. Il reste que l'examen des résultats canton par canton montre l'impact limité de sa décision de maintenir chaque fois que possible son candidat dans l'espoir de provoquer la défaite de l'UPF. Dans les 165 cantons où se déroule une triangulaire Gauche/Droite modérée/Front national, le maintien du FN provoque la défaite de l'UPF ou des divers droite dans 27 cantons ; en sens inverse le maintien de la droite modérée empêche l'élection du Front national dans 13 cantons où elle eût été possible, voire probable. Jeu somme toute limité qui concerne 40 cantons sur les 1 395 en compétition au second tour. Quelques cas sont tout de même à relever : Villeurbanne où le Parti socialiste parvient à sauver tous les

TABLEAU 4. — *Les triangulaires entre la Gauche, la Droite modérée et le Front national au second tour des élections cantonales*  
(en % aux suffrages exprimés)

	Triangulaire P.S. et ass. / Droite modérée / F.N. (126 cantons)			Triangulaire P.C. / Droite modérée / F.N. (39 cantons)		
	1er tour	2ème tour	Ecart	1er tour	2ème tour	Ecart
- Gauche .....	33,9	37,8	+ 3,9	38,0	40,7	+ 2,7
- Hors gauche / droite .....	11,4	-	- 11,4	12,0	0,5	- 11,5
- Droite modérée .....	34,2	42,6	+ 8,4	29,1	38,6	+ 9,5
- Front national .....	20,5	19,6	- 0,9	20,9	20,2	- 0,7
	<u>100 %</u>	<u>100 %</u>		<u>100 %</u>	<u>100 %</u>	

cantons de la ville grâce à trois triangulaires de ce type, Conflans-Sainte-Honorine, canton-ville de Michel Rocard, où le sortant socialiste Jean Guigné doit son salut au maintien du FN, la Seine-Saint-Denis où quatre cantons sont ainsi sauvés par la gauche et surtout les Bouches-du-Rhône où le maintien de l'extrême-droite empêche trois victoires UPF, et le maintien de la droite modérée cinq succès du FN. Si ces huit sièges avaient basculé, la majorité du Conseil général serait passée à droite, parachevant la défaite absolue des socialistes avec la perte des « Bouches-du-Nord ».

### *L'antienne communiste*

Une fois encore le soir du scrutin la direction communiste a entamé le grand air de la remontée. Mais le propos ne trompera pas grand monde. Avec 8 % des voix aux Régionales, le Parti communiste retrouve à 0,2 % près son score des Européennes. Aux élections cantonales avec 9,5 % des voix, il enregistre son plus mauvais score de l'après-guerre. En 1988, le PC recueillait 6,9 % à la présidentielle d'avril, 11 % aux législatives de juin, 13,3 % aux cantonales de septembre. Une différence selon la nature des scrutins de 6,4 points, allant presque du simple au double. Aujourd'hui, elle se trouve ramenée à 1,5 point. Le PC subit l'alignement progressif de ses scores locaux sur son influence nationale.

Il connaît en outre un tassement dans ses zones de forces. En 1985, il dépassait les 30 % des suffrages exprimés dans 162 cantons, en 1988 dans 185, en 1992 dans seulement 83. La chute du Parti socialiste pouvait lui permettre de peser davantage au sein de la gauche : avec 10 % des voix, on négocie mieux face à un rival à 20 % qu'avec un géant de 40 %. Mais là encore il lui faut déchanter : en 1985, le PC devançait le PS dans

15,5 % des cantons où les deux forces étaient en compétition, en 1992 dans 13,8 % malgré le recul socialiste. En définitive, les contorsions du Parti communiste ne changent rien aux tendances de fond. Par rapport aux régionales de 1986, son recul est comparable dans les départements où il se présente sous son sigle habituel (— 2,3 %) et dans ceux où il adopte la dénomination « liste d'opposition de gauche » (— 2 %). Dans un scrutin proportionnel, ses notables locaux parviennent de moins en moins à freiner sa chute. Il recule ainsi de 1,7 point dans les départements où sa tête de liste ne dispose d'aucun mandat, mais de 3,5 points là où sa tête de liste est député ou maire d'une ville de plus de 20 000 habitants.

#### PARTI SOCIALISTE : ACCIDENT OU DÉCLIN ?

Le cuisant échec du Parti socialiste conserve une part d'incertitude. S'agit-il dans le cadre d'élections intermédiaires de la défaite somme toute classique du parti au pouvoir ? On ne saurait oublier qu'aux Européennes de 1984, le PS avait été ramené à 20,8 % des voix avant de remonter en 1986 à près de 32 %. L'évolution du système politique conduit en outre à l'affaiblissement des grandes formations qui se départagent au second tour sur leur capacité de rassemblement. Aux Européennes de 1989, très nettement devancé par l'UPF reconstituée (23,6 % pour le Parti socialiste, 37,1 % pour l'UDF-RPR et le Centre), la liste Fabius faisait presque jeu égal dans un hypothétique second tour avec la liste Giscard d'Estaing : 49,5 % contre 50,5 %, selon le sondage postélectoral de la SÖFRES<sup>1</sup>. Aujourd'hui, les socialistes rassemblent toujours mais... contre eux, comme l'a montré le second tour des cantonales. Un hypothétique duel régional PS/UPF testé dans l'enquête postélectorale (tableau 5) fait apparaître la chute spectaculaire des reports communistes (de 83 % en 1989 à 68 % aujourd'hui), le glissement des écologistes vers la droite (de 23 % à 32 %) et l'unité reconstituée de l'UDF et du RPR avec la fin de la tentative d'autonomie centriste. Le résultat global accorde désormais 42,1 % des voix au PS, 57,9 % à l'UPF. Un glissement de huit points du rapport gauche/droite depuis les législatives de 1988 que dissimule dans les premiers tours d'élection la poussée écologiste.

Au-delà des variations de la conjoncture, le Parti socialiste souffre des signes d'un véritable épuisement politique. En premier lieu, le PS maîtrise de moins en moins bien son espace politique naturel. Parmi les électeurs qui sur la traditionnelle échelle gauche/droite se classent à gauche, seuls 49 % ont voté pour la liste socialiste alors qu'ils étaient 63 % en 1984 dans la pire conjoncture du premier septennat. De même, seuls 58 % des électeurs qui se sentent proches du PS ont voté pour une des listes patronnées par leur parti, 42 % ont exprimé un autre choix. En 1984, 76 % des

1. Voir *Pouvoirs*, n° 55, 1990, art. cité, p. 162.

TABLEAU 5. — *Les transferts de voix aux élections régionales en cas de duel hypothétique entre le Parti socialiste et l'UPF*

VOTE AUX ÉLECTIONS RÉGIONALES	DUEL HYPOTHÉTIQUE		
	Listes du Parti socialiste	Listes U.D.F. - R.P.R.	Sans réponse
- Listes du Parti communiste ..... 100 %	68	8	24
- Listes du Parti socialiste ..... 100 %	90	3	7
- Listes Génération Ecologie ..... 100 %	57	29	14
- Listes Verts Ecologie ..... 100 %	46	37	17
- Listes U.D.F. - R.P.R. .... 100 %	2	94	4
- Listes du Front national ..... 100 %	15	62	23
- Abstention, blancs et nuls ..... 100 %	28	32	40
- Résultat global (suffrages exprimés) ..... 100 %	42,1	57,9	

Source : Sondage post-électoral SOFRES.

électeurs potentiels du Parti lui étaient restés fidèles. Tout se passe comme si avec la venue des écologistes, l'électeur socialiste pensait qu'il y a plusieurs demeures dans la maison du père.

En second lieu, le Parti socialiste tend à perdre son identité sociologique. Son ascension était fondée sur l'adhésion des moins de 35 ans, des classes moyennes salariées et des fonctionnaires. Or, il est aujourd'hui plus fort chez les plus de 65 ans (23 %) que dans n'importe quelle autre tranche d'âge. Il s'effondre parmi les professions intermédiaires (anciens cadres moyens), y obtenant seulement 16 % des suffrages au lieu de 33 % en 1989 et 27 % en 1984. Parmi les salariés du secteur public, le vote socialiste est passé de 33 % en 1984 à 31 % en 1989 et seulement 20 % en 1992. Jamais le PS n'avait poussé aussi loin son caractère interclassiste, mais c'est au prix d'une perte de sa substance. Au demeurant, sur une échelle de changement social, ses électeurs sont les moins nombreux à adopter une attitude progressiste : ils sont 25 % à se classer sur les positions 1 et 2 les plus favorables au changement, contre 30 % pour les électeurs UPF, 36 % pour les écologistes, 45 % pour les communistes et 55 % chez les frontistes. Onze années au pouvoir rendent obsolètes les catégories de pensée les plus traditionnelles ! Enfin, par rapport aux législatives de 1988, le Parti socialiste est à la fois le parti qui subit la plus forte érosion de son électorat et attire le moins de nouveaux électeurs. Parmi les votants du 5 juin 1988 qui se sont rendus aux urnes, le PS ne conserve que

46 % de son électorat alors que le taux de fidélité atteint 90 % au Front national, 76 % au PC et 65 % à l'UPF. En sens inverse, le PS dispose du plus faible taux de renouvellement : sur 100 électeurs socialistes de 1992, 79 votaient déjà pour lui il y a quatre ans. Erosion de son électorat traditionnel, tarissement des nouveaux électeurs, le socialisme français est durement touché.

A l'évidence, un changement de gouvernement même réussi ne peut suffire à lui seul à renverser la tendance. Dans l'année qui vient, le PS a tout intérêt à chercher des alliés et à accepter un partage de territoire et d'investitures avec d'autres, au premier chef les écologistes. Puisqu'il n'est plus attirant, il lui faut apprendre à être ouvert. A plus long terme, il est clair que le cycle politique ouvert à Epinay en 1971 est en voie d'achèvement. Ce n'est plus d'une modernisation dont le Parti socialiste a besoin, c'est d'une refondation.